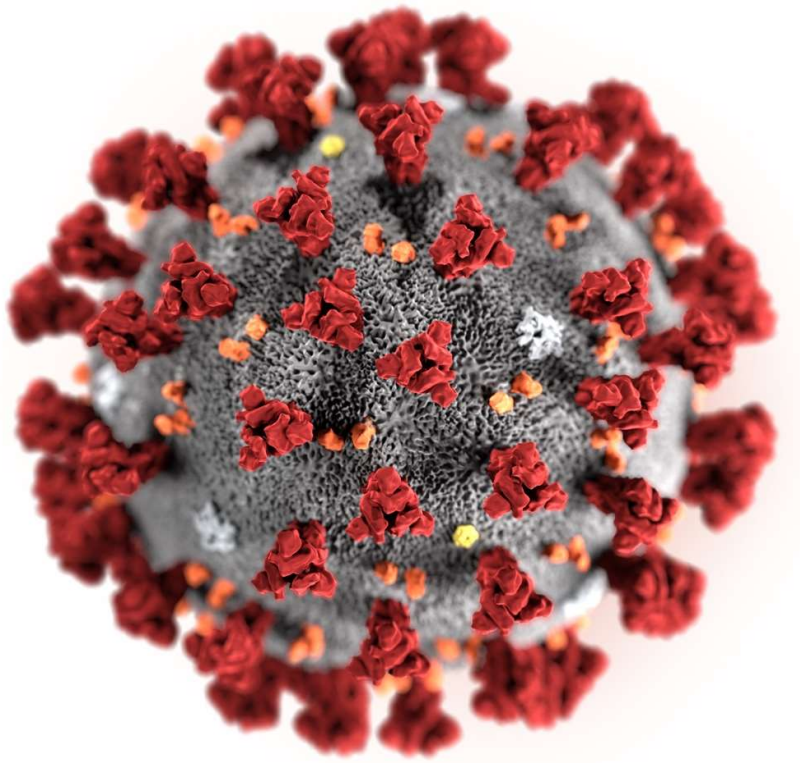
PROGRAMMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Proposition de projet COVID-19 pour le Cameroun



Alissa Eckert, MS / Dan Higgins, MAM

Table des matières

I. Analyse de la situation 3
A. Facteurs de risque pour la propagation de COVID-19 en Afrique 3
B. Facteurs de risque pour la propagation de COVID-19 au Cameroun 4
C. Atténuer les risques de propagation du COVID-19 au Cameroun 5
II. Résultats et activités du projet 6
A. Résultat 1 : Renforcement des systèmes de santé 6
B. Produit 2 : Gestion et réponse aux crises inclusives et multisectorielles 7
C. Résultat 3 : Évaluation de l'impact socio-économique et relance 7
D. Activités 7

I. Analyse de la situation

L'épidémie de maladie respiratoire causée par un nouveau coronavirus qui a été détectée pour la première fois dans la ville de Wuhan, en Chine, en décembre 2019, a maintenant été détectée dans 210 pays sur tous les continents. La menace que représente le COVID-19 pour la santé publique est élevée, en particulier en Afrique. Un effort mondial coordonné est nécessaire pour améliorer la préparation dans toutes les régions. Pour répondre efficacement à l'épidémie du COVID-19, un certain nombre de mesures essentielles doivent être prises, telles que la détection rapide des cas et des contacts, une gestion clinique et un contrôle des infections appropriés, et la mise en œuvre d'efforts d'atténuation au niveau communautaire.

A. Facteurs de risque pour la propagation du COVID-19 en Afrique

On ignore encore beaucoup de choses sur la trajectoire de la transmission du COVID-19 en Afrique. Avec son niveau de pauvreté élevé, ses systèmes de santé fragiles et ses zones urbaines surpeuplées, le virus pourrait être particulièrement dévastateur en Afrique. La compréhension des facteurs de risque permet de mieux comprendre les niveaux de vulnérabilité variés et parfois superposés auxquels est confronté chaque pays africain. La compréhension des risques auxquels chaque pays est confronté peut mieux orienter les efforts de réponse, tant au stade de l'introduction qu'aux stades ultérieurs, à mesure que la pandémie évolue. Le Centre africain d'études stratégiques (Africa Centers for Strategic Studies - ACSS) a identifié les risques suivants :

- Systèmes de santé publique : des systèmes de santé publique relativement fragiles ne sont pas susceptibles de faire sereinement face à la propagation du virus sans test ou suivi significatif de la maladie, ce qui entraînerait une transmission accélérée et une sous-déclaration des cas d'infection.
- Densité urbaine : Les zones urbaines africaines sont souvent remarquablement peuplées, créant des conditions où les virus peuvent se propager rapidement et sans être détectés dans des établissements humains informels surpeuplés. La concentration des établissements humains dans les capitales crée des niveaux élevés de vulnérabilité.
- Gouvernance : La réputation de transparence d'un gouvernement engendre la confiance et un sentiment de solidarité et renforce la conviction des citoyens que les restrictions sont appliquées de manière équitable.
- Ampleur du conflit : Les conflits armés perturbent les systèmes de santé publique dans les zones touchées et limitent l'accès aux biens de base comme la nourriture, l'eau et les fournitures médicales. De plus, les populations touchées par les conflits partent souvent de niveaux de vulnérabilité plus élevés et disposent de moins de ressources que les autres populations, ce qui rend l'impact de l'exposition à une maladie infectieuse encore plus grave.
- Populations déplacées : Les réfugiés et les populations déplacées peuvent être rassemblés dans de grands camps où l'accès à l'eau, au savon ou aux installations sanitaires est insuffisant. Les services de santé étant souvent surchargés et inaccessibles.

Compte tenu des critères ci-dessus, l'ACSS a établi un tableau composite des facteurs de risque. Le Cameroun se classe parmi les 5 pays les plus vulnérables d'Afrique, juste après le Sud-Soudan, la RDC, le Nigeria et le Soudan.

B. Facteurs de risque pour la propagation de COVID-19 au Cameroun

Le premier cas confirmé en laboratoire a été signalé au Cameroun le 6 mars 2020. Depuis lors, la situation épidémiologique a évolué rapidement. Au 22 avril, le gouvernement camerounais avait confirmé 1163 cas de COVID-19, dont 43 décès. Malgré la capacité de reproduction du virus, qui est très élevée, le gouvernement camerounais a agi rapidement et a mis en place des mesures de confinement et d'atténuation pour limiter la transmission et ralentir la propagation de COVID-19. Le Gouvernement a prescrit 13 mesures restrictives, dont l'auto-isolement obligatoire pour les personnes revenant de l'étranger, la fermeture des écoles, la fermeture des bars/débits de boisson et des restaurants à 18 heures, la restriction des déplacements, la distanciation sociale obligatoire en plus de l'interdiction de voyager à l'étranger et la fermeture des frontières.

En outre, le gouvernement du Cameroun a préparé un Plan de Préparation et de Réponse au COVID-19 d'un montant de 6,5 milliards XAF (11 millions USD). La stratégie de réponse du gouvernement se concentre sur huit axes : coordination multisectorielle et internationale ; surveillance pour la détection précoce des cas ; équipes d'enquête et d'intervention rapide ; capacitation de laboratoires ; mesures de prévention et de contrôle des infections dans les hôpitaux et dans les communautés ; gestion des cas ; communication des risques et engagement communautaire et enfin soutien logistique.

Malgré les mesures prises, les derniers développements ont révélé un risque accru de propagation du COVID-19 sur le territoire camerounais. Voici les trois risques majeurs identifiés pour le Cameroun :

- Faiblesse du système de santé : Les hôpitaux manquant de ressources et les systèmes de santé fragiles risquent d'être débordés. En effet, le système de santé présente des lacunes qui rendent extrêmement difficile une intervention à l'échelle du pays. La pénurie de personnel de santé et le manque d'équipements médicaux vitaux exposent le pays à une grave épidémie du COVID-19.
- Manque de confiance du gouvernement : L'adoption de mesures de santé publique telles que la distanciation sociale au sein de la population est étroitement liée à la confiance dans le gouvernement. Si les citoyens ne font pas confiance aux données sur les taux de transmission, ils sont moins enclins à coopérer, ce qui contribue à donner d'autres explications sur la gravité de la maladie.
- Ralentissement économique :
    - Les secteurs urbains : Les secteurs urbains de l'économie (industrie manufacturière et services) devraient être durement touchés, ce qui entraînera des pertes substantielles d'emplois productifs. La consommation et les dépenses urbaines (alimentation, produits manufacturés, services publics, transports, énergie et services) devraient connaître une forte baisse en raison des verrouillages liés au COVID et des restrictions.
    - Les secteurs basés sur l'agriculture : Les groupes vulnérables, notamment les petits exploitants agricoles, les éleveurs et les pêcheurs, peuvent être empêchés de travailler leurs terres, de s'occuper de leur bétail ou de pêcher. Ils auront également des difficultés à accéder aux marchés pour vendre leurs produits ou acheter des intrants essentiels, ou bien ils devront faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires à cause de leur pouvoir d'achat limité.

À la lumière des risques susmentionnés, le gouvernement du Cameroun a fait appel aux agences des Nations Unies et s'est proposé à accueillir favorablement toute assistance en matière de réponse à la crise. Le ministère de la santé a fait appel à l'OMS et au PNUD en tant que partenaires clés pour soutenir la réponse à la pandémie du COVID-19 et a fourni une liste de fournitures médicales d'urgence nécessaires. Cette liste a été transférée à l'OMS afin de certifier les besoins en équipement, puis remise au PNUD pour qu'il effectue les achats en vue d'une livraison rapide. Le Ministre de la Santé a officiellement demandé le soutien du PNUD par une lettre envoyée le 25 mars 2020.

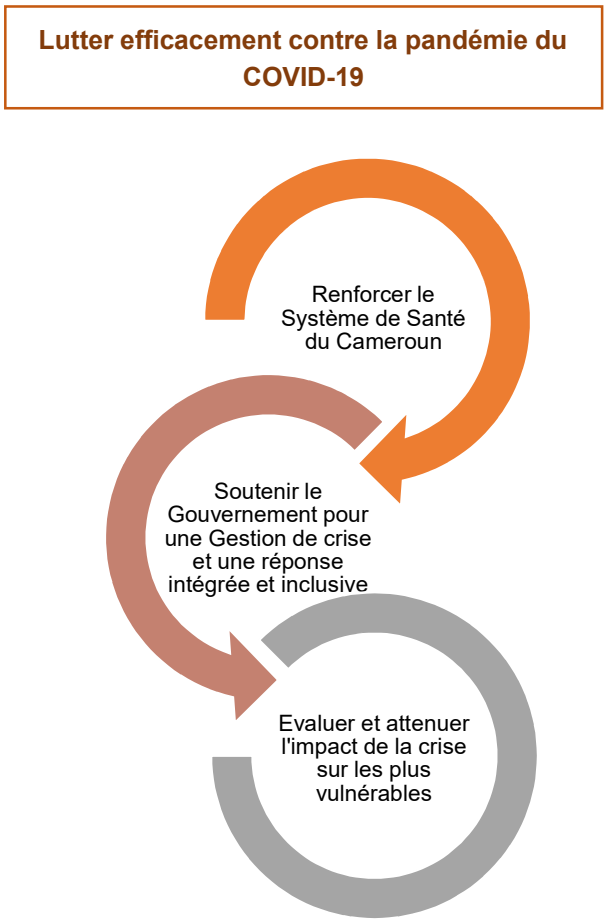
C. Atténuer les risques de propagation du COVID-19 au Cameroun

Le PNUD a proposé d'appuyer le plan national de préparation et de réponse du gouvernement camerounais au COVID-19. Pour atténuer les risques mentionnés ci-dessus, le PNUD doit proposer des interventions programmatiques autour de trois piliers clés :

Soutien aux systèmes de santé : Avec l'évolution de la situation du virus, des demandes urgentes ont été adressées au PNUD pour obtenir un soutien en matière d'achat international et de distribution de matériel et de fournitures d'urgence.

Gestion de crise et réponse inclusives et intégrées : Soutenir les capacités nationales et infranationales de gestion de criss et soutenir l'engagement communautaire pour la prévention, la réponse et la cohésion sociale.

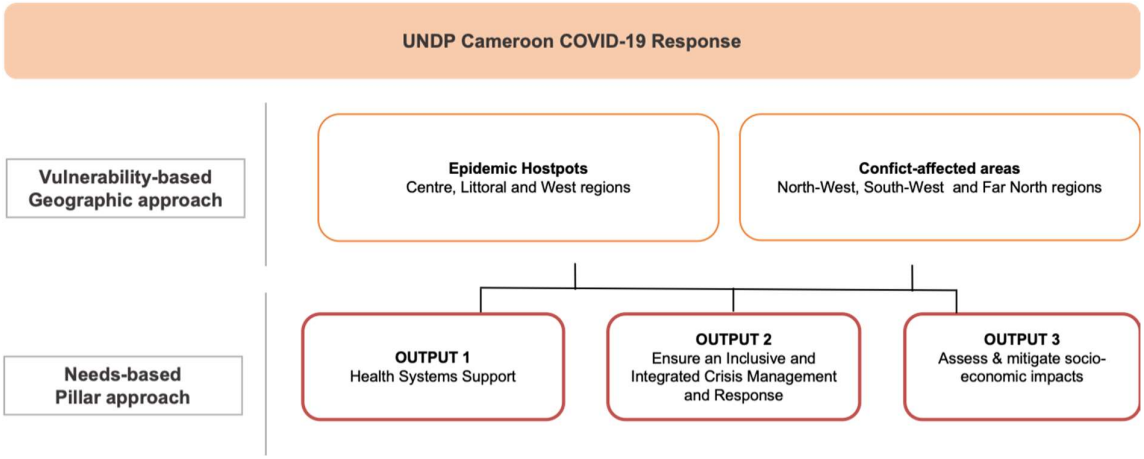
Amortir l'impact socio-économique : Le PNUD a relevé la nécessité d'une évaluation rapide et coordonnée des besoins socio-économiques couvrant les besoins combinés d'information des agences afin de calibrer les interventions en matière de réponse et de rétablissement pour gérer les charges de transaction et minimiser la pression sur les capacités déjà surchargées des autorités et des communautés locales. Le PNUD a également proposé de contribuer à la compréhension de l'impact de l'épidémie sur les moyens de subsistance des ménages pauvres et vulnérables dans les zones les plus touchées, ainsi que des services nécessaires pour amortir l'impact et accroître la résilience.



Le projet sera mis en œuvre sur une période de douze (12) mois.

Le ciblage géographique du projet est basé sur deux critères :

- Les « Hotspots » de l'épidémie : les régions les plus touchées par le COVID-19, à savoir les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest, pour contenir les cas dans ces régions et limiter la propagation ;
- Sensibilité aux conflits : les zones sujettes aux conflits, à savoir les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord, en raison des taux de déplacement élevés et des vulnérabilités préexistantes qui risquent d'être exacerbées par la pandémie.



II. Résultats et activités du projet

La crise du COVID-19 qui s'aggrave menace de frapper l'Afrique, et plus particulièrement le Cameroun, de manière disproportionnée, non seulement comme une crise sanitaire à court terme, mais aussi comme une crise sociale et économique dévastatrice dans les mois et les années à venir. Les hôpitaux aux ressources insuffisantes et les systèmes de santé fragiles risquent d'être débordés. Des conditions sociales supplémentaires, telles qu'un mauvais aménagement urbain et la surpopulation de certaines villes, la faiblesse des services d'élimination des déchets et même les embouteillages qui entravent l'accès aux établissements de santé, peuvent toutes alourdir la charge de travail. Le bureau du PNUD au Cameroun a identifié des domaines de soutien pour renforcer la préparation des institutions médicales, réduire la gravité de la maladie et mener une réponse rapide à l'épidémie au Cameroun.

Travaillant en étroite coordination avec le ministère de la santé, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et d'autres partenaires clés tels que la Banque Mondiale, le Fonds Mondial et l'Agence française de Développement (AFD), le PNUD voudrait aider le Cameroun à répondre à la pandémie du COVID-19 et à s'en remettre, en se concentrant particulièrement sur les plus vulnérables.

A. Résultat 1 : Renforcement des systèmes de santé

Les hôpitaux manquent de ressources et le système de santé camerounais, déjà fragile, risque d'être débordé. Cette situation pourrait être encore aggravée par une augmentation du nombre de cas, car une grande majorité de personnes n'ont pas accès à de l'eau et du savon. En guise de réponse immédiate, le PNUD s'appuie sur le soutien qu'il a apporté à la Chine et à d'autres pays asiatiques pour les aider à renforcer leurs systèmes de santé. Il s'agit notamment de les aider à se procurer les fournitures médicales dont ils ont tant besoin, à tirer parti des technologies numériques et à faire en sorte que les travailleurs de la santé soient rémunérés.

B. Résultat 2 : Gestion et réponse aux crises inclusives et multisectorielles

Dans le même temps, le PNUD encourage une réponse à l'échelle de l'ensemble du gouvernement et de la société pour compléter les efforts dans le secteur de la santé. Le PNUD vise à assurer une gestion de crise inclusive et intégrée en aidant le gouvernement du Cameroun à maintenir ses fonctions essentielles, et à planifier, coordonner, communiquer et financer ses réponses.

C. Résultat 3 : Évaluation de l'impact socio-économique et relance

Le PNUD s'emploie à évaluer les impacts sociaux et économiques du COVID-19 et à prendre des mesures de redressement urgentes pour minimiser l'impact à long terme, en particulier pour les groupes vulnérables et marginalisés, et pour aider le Cameroun à mieux se relever. La mesure clé proposée par le PNUD Cameroun vise à apporter un soutien direct aux plus vulnérables en introduisant des programmes de transferts directs d'argent liquide dans les régions touchées par le conflit (Nord-Ouest, Sud-Ouest et Extrême-Nord). Les transferts d'argent liquide sont l'un des moyens les plus efficaces pour soutenir les populations en période de crise. En plus de remplacer les revenus perdus en raison des conséquences sanitaires et économiques du COVID-19, ils peuvent alléger le fardeau financier de la distanciation sociale et permettre aux familles d'acheter des fournitures sanitaires et de santé. L'administration des transferts d'argent liquide, en particulier pour les personnes les plus à risque pendant la crise COVID-19, pose certains problèmes en ce qui concerne la distribution de l'argent et la sélection des bénéficiaires. Un certain nombre de mesures seront prises pour déployer le programme tout en atténuant les risques. Par exemple, le PNUD propose de lancer un système électronique de transferts d'argent liquide pour accélérer la distribution et réduire les coûts tout en limitant le risque de transmission du virus. Pour accélérer ce changement, le PNUD établira des partenariats avec des opérateurs de réseaux mobiles et s'appuiera sur leurs systèmes de transfert d'argent mobile.

D. Activités

Résultats	Principales activités
Résultat 1 : Amélioration des capacités opérationnelles et institutionnelles du système de santé pour répondre à l'épidémie du COVID-19	1.1 Fournir des services d'achat urgent de produits de santé, y compris des équipements de protection individuelle (EPI) et du matériel de laboratoire, des tests COVID-19, des respirateurs, des thermomètres infrarouges, des gants et des solutions hydroalcooliques, requis par le gouvernement pour les réponses nationales au COVID-19.
	1.2 Soutenir l'équipement des établissements de santé locaux et la décentralisation du dépistage et de la gestion du COVID-19 dans tout le pays, en particulier dans les zones touchées par le conflit (Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord). Cela implique la mise en place d'une capacité de test décentralisée dans les laboratoires régionaux.
	1.3 Mettre en place des stations de lavage des mains pour améliorer l'assainissement afin d'éviter la propagation du COVID-19 dans les zones urbaines à forte densité de population.
	1.4 Soutenir le renforcement des capacités du personnel de santé et l'adhésion aux directives de prévention et de lutte contre les infections (IPC) dans les établissements de santé afin de garantir la sécurité des prestations de services et prévenir les

	infections des travailleurs de première ligne, en collaboration avec l'OMS.
	1.5 Faciliter la mise en place et le fonctionnement d'équipes multidisciplinaires d'intervention rapide au niveau du pays pour enquêter sur les cas suspects de COVID-19 et fournir un traitement initial le cas échéant, en collaboration avec l'OMS.
	1.6 Renforcer la capacité des centres de recherche et des laboratoires nationaux existants à entreprendre des recherches et des analyses cliniques sur le COVID-19. Les efforts portent également sur les prévisions épidémiologiques et les projections de réponse afin d'éclairer la planification stratégique et opérationnelle de COVID-19 au niveau national. Des partenariats seront établis avec des instituts de recherche nationaux/internationaux et des réseaux basés sur la pratique de la santé afin d'apprendre les uns des autres et de consolider les efforts pour soutenir la lutte contre le COVID-19.
	1.7 Soutenir le ministère de la Santé publique par des services d'information et de conseil pour la gestion efficace des ressources du Fonds Mondial en appui à la réponse à la COVID-19, conformément aux orientations du Fonds mondial et en tenant compte des inégalités existantes entre les sexes.
	1.8 Fournir les équipements et fournitures non médicaux du secteur de la santé (véhicules, motos, vélos, ordinateurs, matériel de communication et audiovisuel, conteneurs pour générateurs, construction temporaire pour l'isolement, papeterie et fournitures de bureau).
Résultat 2 : Gestion et réponse intégrées et inclusives de la crise : Renforcement de la capacité du gouvernement à gérer la crise et à y répondre de manière inclusive et intégrée	2.1 Soutenir la mise en œuvre du financement commun du Fonds Commun des Nations Unies pour soutenir les opérations d'intervention contre le COVID-19 sous la direction du gouvernement. Cela garantira l'établissement de liens et le développement de partenariats avec les acteurs des secteurs public et privé, à savoir les banques privées, les donateurs multilatéraux et bilatéraux, les investisseurs d'impact et les bailleurs de fonds populaires.
	2.2 Soutenir l'identification des communautés qui ont le plus besoin d'un soutien sanitaire et financier. Identifier les populations à haut risque (personnes souffrant de problèmes de santé comme l'asthme ou le VIH, et communautés urbaines denses). Une fois identifiés, les groupes vulnérables seront considérés comme des sujets prioritaires pour la détection COVID-19 et pourront bénéficier de programmes de transfert d'argent
	2.3 Soutenir une campagne de communication de santé publique à grande échelle sur la prévention du COVID-19 en partenariat avec l'UNESCO afin de tirer parti de son réseau bien établi de centres de médias communautaires (radio communautaire), y compris des messages dans les langues locales. Investir également dans les efforts menés par les médias indépendants, les médias sociaux, les canaux numériques, les organisations non gouvernementales pour partager des nouvelles impartiales et crédibles sur COVID-19 afin de contrer la rumeur et la manipulation politique de la crise.
	2.4 Préconiser et soutenir le gouvernement dans le développement d'un système intégré d'information sur la santé (IHIS) pour faciliter la gestion et l'utilisation centralisées et opportunes de données du COVID-19 fiables pour la prise de décisions

	stratégiques, en tirant parti de la technologie numérique.
	2.5 Soutenir le développement d'un système national et sous-régional d'alerte précoce et d'alerte électronique pour améliorer la détection des épidémies dans les situations d'urgence, en particulier dans les zones touchées par des conflits (Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord).
	2.6 Stimuler la coopération sous-régionale et le partage des connaissances au sein des gouvernements sous-régionaux et des bureaux nationaux du PNUD afin de promouvoir l'élargissement et la reproduction des meilleures pratiques.
	2.7 Soutenir la création d'une plateforme de coordination nationale sur le COVID-19 (ministères de la santé, de la communication, de l'administration territoriale, de la sécurité, des finances, de l'économie et de la planification, de l'autonomisation des familles et des femmes, et de la jeunesse, agences des Nations unies et partenaires techniques et financiers, OSC, secteur privé), y compris le soutien au secrétariat de la plateforme - capacité de collecte et d'analyse des données, capacité de mobilisation des ressources, unité de coordination des médias.
	2.8 Créer une plate-forme des autorités locales pour le partage d'informations avec la participation des autorités traditionnelles et religieuses, des réseaux de femmes et des organisations de femmes, des responsables de la jeunesse, les réseaux des Peuples Autochtones et des Personnes avec le handicap, et des ONG locales dans la lutte contre COVID-19 et l'identification d'un rétablissement rapide des possibilités de subsistance pour les communautés.
	2.9 Promouvoir l'évaluation des risques et la surveillance au niveau communautaire des cas suspects de COVID-19 par l'identification, la formation et la sensibilisation des conseillers communautaires et des relais villageois, y compris les femmes et les jeunes.
Résultat 3 : Les effets socio-économiques de l'épidémie sur les populations vulnérables sont atténués par des interventions au niveau politique et communautaire	3.1 Entreprendre une évaluation de l'impact socio-économique du COVID-19 sur les ménages et les personnes vulnérables, en particulier dans le Nord, l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et d'autres régions, en adoptant une méthodologie sensible au genre basée sur les données de perception des citoyens, y compris l'impact sur le secteur privé, le système de santé, le soutien social, les capacités économiques et financières, les systèmes alimentaires et nutritionnels, les modèles d'emploi, la pauvreté et d'autres domaines clés. L'étude sera associée à une évaluation rapide des besoins en matière d'emploi et de moyens de subsistance et à une cartographie des populations socialement vulnérables afin de créer une base de données sur la vulnérabilité des ménages.
	3.2. Soutenir le gouvernement dans la réalisation d'une étude d'impact des effets du COVID -19 sur les entreprises privées et les PME, fournir des alternatives, proposer des mesures de soutien pour contenir les effets sur le secteur privé et l'emploi
	3.3 Répondre aux besoins fondamentaux des communautés touchées par le COVID-19. Cela pourra se faire soit par un soutien direct sous forme de transferts d'argent liquide, soit par des aides en nature dans les zones touchées par les conflits (Nord-Ouest, Sud-Ouest et Extrême-Nord) et les zones urbaines pauvres.
	3.4 Fournir de petites subventions directes et/ou des facilités de crédit à des micro,

	petites et moyennes entreprises (MPME) ciblées, y compris le secteur informel, notamment détenues par des femmes et des jeunes et d'autres groupes vulnérables, afin de stimuler les possibilités d'emploi, de stabiliser les économies locales et d'accélérer la reprise. Les facilités de crédit comprendront un ensemble de lignes de crédit associées à une éducation financière pour les bénéficiaires.
	3.5 Utiliser le système d'information sur le marché pour surveiller l'impact économique du COVID-19 (inflation et prix à la consommation des biens et produits essentiels) en collaboration avec les ministères sectoriels et fournir un soutien consultatif en matière de politiques et de programmes pour traiter les impacts du COVID-19 sur le développement et sauvegarder les progrès vers les SDG.
	3.6 Mettre en place un hackathon pour le COVID-19 en collaboration avec les principaux innovateurs pour combler les lacunes critiques de la réponse à COVID-19.
	3.7 Renforcer le leadership des femmes et leur participation significative à la réponse COVID-19 aux niveaux national, local et communautaire, y compris les femmes travaillant en première ligne (prévention, réponse, cohésion sociale, engagement communautaire).
	3.8 Soutenir la transformation de la pratique du gouvernement de paiements avec de l'argent liquide aux paiements numériques (électroniques) , en particulier pour le paiement des pensions de retraite. Ainsi, les retraités et les personnes âgées qui sont plus vulnérables au COVID-19 et qui présentent le plus grand risque d'infection pourront recevoir leur pension sans être exposés à des contacts extérieurs. Ce système pourrait être reproduit et étendu aux salaires et aux transferts sociaux du gouvernement.